



## Comité Technique Local DISI Sud-Ouest

15 janvier 2021

### Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Il y a dix mois, nous entrons dans une crise sans précédent. Nous étions « en guerre » et rien ne serait plus comme avant. Le Président Macron a manqué de nous faire verser une larme en évoquant le fameux jour d'après, la « nécessité d'interroger notre modèle de développement », sa découverte (pour notre part nous le savions depuis longtemps) « qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Quels beaux discours, on a failli y croire...

Dix mois après, le monde d'après ressemble dramatiquement au monde d'avant, en pire.

Car les suppressions de lits d'hôpitaux vont continuer, comme toute l'entreprise de destruction de notre modèle social et des services publics en général. La DGFIP est au cœur de cette politique.

La suppression de 1800 emplois à la DGFIP en 2021 est une insulte à tous les personnels : ceux qui souffrent déjà depuis des années des sous-effectifs et qui subissent en ce moment même l'accélération des restructurations ; ceux qui ont assuré coûte que coûte l'accomplissement de nos missions depuis le début de la crise sanitaire ; ceux qui débutent leur carrière à la DGFIP dans des conditions déplorables et ne connaîtront pas la mobilité choisie ; ceux qui partent en sachant qu'ils ne seront pas remplacés, comme si leur travail ne servait à rien ; ceux qui vont devoir gérer le désarroi et la colère des usagers devant le délitement du service public.

L'année écoulée a pourtant souligné de la manière la plus douloureuse le besoin de services publics solides et bien dimensionnés. Il est évident que cette crise aurait été bien moins dure si l'hôpital n'était pas si malade, et que serait le soutien à l'économie et aux plus fragiles sans les Finances Publiques ?

Fonctionnaires à bouts de nerfs. Population privée de services publics, privée de culture, paupérisée par la crise. Jeunes privés d'avenir par le sacrifice de leurs études, la crise économique et l'inaction climatique. Tout cela ne peut mener qu'à la colère et la révolte. Nos dirigeants le savent bien et il va leur falloir contenir tout ça. Il n'a pas fallu attendre la crise sanitaire pour voir le climat social se tendre dans notre pays et la répression se durcir. Mais il est clair que le gouvernement entend affronter l'inévitable contestation populaire avec la plus grande fermeté et se dote pour cela d'un arsenal législatif. Pour réprimer en paix, la proposition de loi sécurité globale coupe les caméras, sauf celles des drones qui pourront surveiller massivement les suspects (c'est-à-dire tout le monde)

et pourquoi pas accélérer leur fichage avec la reconnaissance faciale. Ça tombe bien on a aussi un texte pour autoriser le fichage policier de tous les mal-pensants.

Après avoir bien entamé le code du travail et les statuts de la fonction publique, nos dirigeants s'attaquent maintenant aux droits de l'homme pour un usage qui les met à l'abri, en cas de nouveau confinement, de toute pénurie de papier hygiénique.

Pardonnez, Monsieur le Président, le manque de poésie, mais reconnaissez qu'en face ils ne font pas non plus dans la dentelle. Quitte à être promis à un fichage de nos opinions, autant les exprimer franchement. C'est aussi ce que nous ferons dès demain dans la rue pour exiger le retrait de ces textes qui font honte à la patrie des droits de l'Homme.

Mais avant de partir manifester, il nous reste à évoquer ensemble l'ordre du jour de ce CTL. Comme d'habitude nous ne nous associerons pas à la déclinaison locale des suppressions d'emplois. Quand bien même la DISI Sud-Ouest serait, avec ses 7 suppressions, moins mal lotie que d'autres, nous ne saurions nous en réjouir. Et même si nous espérons que vos explications rendront intelligible aux collègues que nous représentons le savant assortiment de suppressions, transferts et transformations d'emplois, elles ne le rendront pas acceptable.

Comme le soulignent les documents fournis, une partie des suppressions d'emplois du SI viennent de la fermeture d'ateliers éditiques. La CGT reste fermement opposée à la nouvelle trajectoire éditique de la DGFIP dont les deux visages sont d'un côté les fermetures de services comme à Limoges et de l'autre l'industrialisation et la dégradation des conditions de travail comme à Poitiers où les collègues manifestent les plus vives inquiétudes.

Aux côtés des uns comme des autres, et de tous les collègues de la DISI Sud-Ouest, la CGT continuera en 2021 à lutter contre toutes les régressions et à porter ses propositions pour un monde meilleur.